RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODÈVOIS ET LARZAC

DÉCISION

numéro CCDC_250805_099

portant sur

ESTER EN JUSTICE EN VUE DE DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE LA COLLECTIVITÉ DANS L'AFFAIRE N°2504064-1 QUI L'OPPOSE À MADAME AUBENQUE

Le Président de la communauté de communes Lodévois et Larzac,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et en particulier les articles 5211-2, 5211-10 et l'article L.2122-22 dont l'alinéa 16,

VU le Code de Justice Administrative (CJA),

VU la délibération n°CC_230704_16 du Conseil communautaire du 4 juillet 2023 par laquelle le Conseil communautaire délègue au Président la prise de décision prévue aux articles du CGCT susvisés,

VU la requête en annulation présentée par Madame AUBENQUE, épouse MAILLOT enregistrée le 5 juin 2025 sous le numéro 2504064-1 devant le Tribunal administratif de Montpellier, sollicitant :

- 1) l'annulation de la délibération du Conseil communautaire du 10 avril 2025, portant approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI),
- 2) ainsi que la condamnation de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac à lui verser la somme de cinq-mille euros (5 000 €) au titre des dispositions de l'article L.761-1 du CJA,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour le Président d'assurer la défense des intérêts de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac, et qu'il est utile de désigner un avocat pour représenter ses intérêts dans cette affaire,

DÉCIDE

- **ARTICLE 1** : De défendre les intérêts de la Communauté de communes Lodévois et Larzac devant le Tribunal administratif de Montpellier, dans l'affaire enregistrée sous le numéro 2504064-1, qui l'oppose à Madame AUBENQUE,

- **ARTICLE 2** : De désigner la Société d'Exercice Libéral À Responsabilité Limitée (SELARL) DL Avocats, domiciliée à l'immeuble le Triangle, 26, allée Jules Milhaud 34000 MONTPELLIER afin de représenter la Communauté de communes du Lodévois et Larzac et d'assurer la défense de ses intérêts dans l'affaire enregistrée sous le numéro 2504064-1,

- **ARTICLE 3** : De dire que le présent acte sera transmis au service du contrôle de légalité, notifié aux tiers concernés, publié selon la réglementation en vigueur et inscrit au registre des actes.

Accusé de réception en préfecture
34-200017341-20250801-lmc120383-AR-1-
1
Date de télétransmission : 01/08/25
Date de publication : 06/08/2025
Date de notification aux tiers :
Moyen de notifications aux tiers :

Fait à Lodève, le cinq août deux-mille-vingt-cinq,

Le Président
Jean-Luc REQUI